

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE EN REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

AVIS (BRUGEL-AVIS-20130503-169)

Relatif au

Projet de SIBELGA de modification des règlements techniques
pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et du gaz
en Région de Bruxelles-Capitale,
Ainsi que les adaptations y apportées suite à l'avis 163 du
24 janvier 2013 (BRUGEL-AVIS-20130124-163)

Donné en application de l'article 9ter de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, et de l'article 9 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale.

3 mai 2013

Table des matières

1	Fondement juridique	4
2	Révision des règlements techniques : Exposé préalable.....	5
2.1	Motivations.....	5
2.2	Méthodologie adoptée.....	5
2.3	Rétroactes	5
2.4	Présentation de l'avis	7
3	Projet final de règlements techniques électricité et gaz : Recommandation de BRUGEL au Gouvernement.....	8
3.1	Observations générales	8
3.2	L'avis intermédiaire de BRUGEL : synthèse	9
3.3	Recommandation de BRUGEL.....	10
4	Avis de BRUGEL sur le projet initial :.....	12
	Thèmes majeurs abordés – Avis de SIBELGA.....	12
4.1	Sur les aspects transversaux (électricité et gaz).....	12
4.1.1	Energie consommée sans facturation.....	12
4.1.2	Eventuelle introduction de compteurs intelligents.....	15
4.1.3	Rectification des données de comptage.....	16
4.1.4	Modification des prescriptions techniques.....	19
4.1.5	Aspects relatifs aux fournisseurs	20
4.1.6	Déplacements inutiles	21
4.2	Sur les aspects relatifs à l'électricité.....	24
4.2.1	Restructuration du réseau de distribution.....	24
4.2.2	Réseaux privés - Sites multiutilisateurs.....	26
4.2.3	Raccordements « Trans - MT » et « MT 26 -I kV ».....	27
4.3	Sur les aspects relatifs à l'électricité verte.....	29
4.3.1	Transfert des compétences de comptage	29
4.3.2	Compensation.....	30
4.3.3	Données de comptage indisponibles ou non fiables	31
4.3.4	Raccordement des productions décentralisées	32
4.4	Sur les aspects relatifs au gaz	33
4.4.1	Colonnes montantes	33
4.4.2	Biométhane.....	34
5	Perspectives.....	37
6	Conclusions	38
6.1	Demandes d'adaptations de BRUGEL – Avis de SIBELGA.....	38
6.1.1	Rectification des données de comptage.....	38
6.1.2	Raccordements « Trans- MT » et « MT 26 -I kV »	39
6.1.3	Transfert des compétences de comptage	40
6.1.4	Compensation.....	41

6.2	Recommandation de BRUGEL.....	42
-----	-------------------------------	----

I Fondement juridique

En tenant compte du fait que les dispositions de l'article 9 de l'ordonnance gaz sont similaires, l'article 9ter de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par les articles de l'ordonnance du 20 juillet 2011, est rédigé comme suit :

[² Chaque gestionnaire de réseau élabore une proposition de règlement technique pour la gestion de son réseau propre et l'accès à celui-ci.

Sur ces propositions, BRUGEL rend un avis et peut proposer des adaptations aux propositions de règlement technique. Dans ce cas, elle les communique au gestionnaire de réseau concerné. Ensuite, le gestionnaire de réseau concerné dispose d'un délai d'un mois pour apporter à sa proposition initiale tout ou partie des adaptations proposées par BRUGEL. Lorsque celles-ci ne sont pas toutes prises en considération, le gestionnaire de réseau concerné justifie sa position auprès de BRUGEL dans un avis. BRUGEL rédige alors un avis complémentaire. L'ensemble des documents précités est transmis au Gouvernement qui arrête le règlement technique en adoptant tout ou partie des propositions.

Des modifications aux règlements techniques en vigueur peuvent être proposées par le Gouvernement ou par chaque gestionnaire de réseau pour le réseau dont il a la charge. BRUGEL rend un avis sur toute proposition de modification d'un règlement technique et peut proposer, dans son avis, des adaptations.

L'avis de BRUGEL est communiqué au gestionnaire de réseau concerné, qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre. BRUGEL rédige ensuite, si nécessaire, un avis complémentaire. L'ensemble des documents précités est transmis au Gouvernement qui arrête tout ou partie des propositions de modifications.]²

Ayant identifié, sur la base de plaintes ou à partir de ses propres constatations, un dysfonctionnement ou un fonctionnement peu efficace en rapport avec l'exécution de l'un ou l'autre règlement technique, [¹

BRUGEL]¹ [² peut proposer des modifications aux règlements techniques en vigueur]². La proposition de [¹ BRUGEL]¹ est alors soumise pour avis au gestionnaire de réseau et ensuite, accompagnée de cet avis, déposée dans le mois suivant l'avis [² par le gestionnaire de réseau concerné au Gouvernement qui adopte tout ou partie des propositions]².

(...)

(1)<ORD [2011-07-20/28](#), art. 2, 008; En vigueur : 20-08-2011>

(2)<ORD [2011-07-20/28](#), art. 11, 008; En vigueur : 20-08-2011>

2 Révision des règlements techniques : Exposé préalable

2.1 Motivations

Les règlements techniques électricité et gaz, actuellement en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale, datent de juillet 2006. Plus précisément, le 13 juillet 2006, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvait les règlements techniques pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région de Bruxelles-Capitale.

Depuis lors, aucune révision de ces règlements techniques n'est intervenue alors qu'un certain nombre de facteurs plaident en faveur de leur modification afin de les mettre davantage en phase avec les réalités actuelles et futures du marché de l'énergie. Parmi ces facteurs, l'on peut citer l'adoption, le 20 juillet 2011, des ordonnances modificatives électricité et gaz ainsi que le retour d'expérience de SIBELGA et de BRUGEL, expérience constituée au fil des années par rapport à la mise en pratique de ces règlements techniques.

2.2 Méthodologie adoptée

C'est dans un cadre collaboratif que SIBELGA et BRUGEL ont entrepris la révision des règlements techniques. Dès le départ, il a été mis en exergue la nécessité de lister les thèmes majeurs susceptibles d'être (mieux) encadrés en leur donnant une base solide dans les règlements techniques. Ensuite, il a été convenu de se concerter et d'échanger au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ainsi, donc, avec cette liste de thèmes majeurs susceptibles d'avoir un impact notable sur la révision des règlements techniques et sur le modèle de marché actuel, les travaux ont débuté et se sont poursuivis suivant un planning ad hoc établi ensemble.

Etant donné les similitudes que comportent les règlements techniques électricité et gaz, à certains égards, mais aussi les spécificités inhérentes à chacun de ces deux vecteurs d'énergie, il a été jugé cohérent d'aborder en parallèle les travaux de révision de ces deux règlements techniques. Une approche consistant à travailler jusqu'au bout pour l'un des deux vecteurs, pour ensuite transposer les adaptations à l'autre règlement technique n'a été jugé ni efficace, ni efficiente.

Par ailleurs, dans l'esprit d'une révision réussie et qui tient compte de toutes les dimensions du marché de l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale, il a été jugé utile d'informer les acteurs du marché quant au début des travaux. Par la suite, ces acteurs furent officiellement consultés, dans le but de recueillir leurs observations et d'en tenir compte, intégralement ou partiellement, dans la proposition de nouveaux règlements techniques électricité et gaz.

2.3 Rétroactes

BRUGEL et SIBELGA ont beaucoup échangé dans le but de mieux encadrer, en amont, l'esprit prévalant dans le traitement de certains thèmes majeurs susceptibles d'influer de manière non négligeable sur le modèle de marché et d'avoir un impact considérable sur la révision des règlements techniques.

Ces échanges se sont déroulés notamment par le biais de différentes réunions organisées ; en tout, une dizaine de réunions eut lieu entre août 2011 et juillet 2012, dont les principales ont porté sur les thèmes suivants :

- Le 31 août 2011 : processus de comptage et encadrement de la facturation des consommations illicites d'énergie ;
- Le 14 septembre 2011 : régime d'indemnisation et conditions de responsabilité entre utilisateur du réseau de distribution (URD) et gestionnaire de réseau de distribution (GRD) ;
- Le 28 septembre 2011 : injection de biométhane sur le réseau de distribution de gaz naturel ;
- Le 14 octobre 2011 : changements de tension (11 kV et 400 V) sur le réseau de distribution d'électricité ;
- Le 18 novembre 2011 : clarification des concepts de « réseaux privés », « réseaux fermés » et « sites multiutilisateurs » ;
- Le 21 décembre 2011 : suppression des colonnes montantes du réseau de distribution de gaz naturel ;
- Le 01 février 2012 : production décentralisée et flexibilité ;
- Le 28 février 2012 : processus de rectification.

Ces échanges entre SIBELGA et BRUGEL se sont achevés au mois de juillet 2012. Suite à cela, la consultation publique des acteurs du marché eut lieu durant la période allant du 10 septembre et au 10 octobre 2012, sur base du projet provisoire de règlements techniques électricité et gaz. Seule la FEBEG a réagi à cette consultation publique.

Le projet initial de règlements techniques électricité et gaz a été officiellement reçu par BRUGEL le 27 novembre 2012. Conformément aux dispositions relatives à l'élaboration des règlements techniques contenues dans les ordonnances, le 1^{er} février 2013, BRUGEL a adressé à SIBELGA un avis reprenant les différentes observations inhérentes à l'analyse de ce projet initial. Le 5 février 2013, une réunion concernant ledit avis s'est tenue et a permis de clarifier certains points dont la compréhension était jugée incomplète.

Après la prise en considération de l'avis de BRUGEL, le projet final de règlements techniques électricité et gaz est parvenu à BRUGEL en date du 6 mars 2013. Plus précisément, BRUGEL a reçu le projet final de règlement technique électricité, en versions française et néerlandaise, ainsi que le projet final de règlement technique gaz, en versions française et néerlandaise. En sus, ces quatre documents étaient accompagnés d'une note de synthèse – l'avis de SIBELGA –, en versions française et néerlandaise, apportant des éclaircissements sur la manière dont les observations de BRUGEL, relatives à la précédente version du projet, ont été prises en compte.

Conformément aux dispositions de l'article 9^{ter} (ordonnance électricité) et de l'article 9 (ordonnance gaz), BRUGEL formule le présent avis complémentaire afin que le Gouvernement puisse arrêter tout ou en partie le projet final de règlements techniques électricité et gaz proposé par SIBELGA. Cet avis aborde et vaut pour les deux règlements techniques, électricité et gaz.

2.4 Présentation de l'avis

Le reste du texte de cet avis est organisé de la manière suivante :

- Le chapitre 3 porte sur les observations générales inhérentes au projet final de règlements techniques électricité et gaz, sur l'avis intermédiaire de BRUGEL ainsi que sur la recommandation de BRUGEL au Gouvernement quant à ce projet final ;
- Le chapitre 4 aborde plus spécifiquement les thèmes majeurs traités à travers ce projet final, en établissant le lien avec l'avis de BRUGEL formulé sur le projet initial ainsi que les réponses apportées par l'avis de SIBELGA ;
- Le chapitre 5 esquisse les futurs thèmes majeurs susceptibles d'induire une nouvelle révision des règlements techniques, à court ou à moyen termes ;
- Le chapitre 6 synthétise, en guise de conclusion, la recommandation de BRUGEL au Gouvernement.

3 Projet final de règlements techniques électricité et gaz : Recommandation de BRUGEL au Gouvernement

3.1 Observations générales

DU NOMBRE ET DE LA STRUCTURE DES DOCUMENTS

La révision des règlements techniques électricité et gaz a débuté en août 2011. Entre le commencement de ce labeur et le moment de la touche finale au présent avis, plusieurs réunions et échanges de courriels ont été nécessaires. Le résultat en est le paquet de quatre documents, la proposition de règlement technique électricité – versions française et néerlandaise, la proposition de règlement technique gaz – versions française et néerlandaise ; sans compter les précédentes versions de ces documents ainsi que les documents qui les accompagnaient.

La proposition de SIBELGA pour le nouveau règlement technique électricité contient 282 articles : certains articles ont été supprimés, d'autres ajoutés tandis que d'autres encore ont été modifiés dans cette proposition en comparaison avec le règlement actuellement en vigueur. Ce projet final comporte, de surcroît, 2 annexes (au lieu de 4 pour le règlement technique actuellement en vigueur). La proposition du nouveau règlement technique électricité est organisée à peu près de la même manière que la version actuellement en vigueur, en ce sens qu'il comporte presque les mêmes titres : au nombre de 6 pour la version actuellement en vigueur (dispositions générales, code de planification, code de raccordement, code d'accès, code de comptage, code de collaboration) contre 7 pour la proposition, qui rajoute un titre concernant les dispositions finales.

La proposition du nouveau règlement technique gaz contient, pour sa part, 234 articles. Similairement à ce qui précède, de nouveaux articles ont été introduits, tandis que d'autres ont été modifiés ou supprimés en comparaison au règlement technique gaz actuellement en vigueur. Elle comporte aussi 3 annexes au lieu de 5 pour le règlement technique actuellement en vigueur. Quant aux titres, l'observation ci-dessus relative au règlement technique électricité est strictement d'application.

DE LA FORME DES DOCUMENTS

La révision des règlements techniques a abouti à un projet dont le texte est beaucoup plus aisé à lire, ceci étant le résultat de, entre autres, certaines libertés que SIBELGA a prises par rapport aux règles de légistique.

Par exemple, pour disposer d'un outil complet pour les praticiens amenés à s'en servir, SIBELGA reprend *in extenso* des dispositions des ordonnances électricité et gaz : des définitions, des règles relatives aux rapports qualité, etc. De même, certaines dispositions se retrouvent dans plusieurs parties des règlements techniques, avec une attention particulière pour que les différents articles traitant du même sujet ne soient pas contradictoires.

Ces libertés se justifient par le fait que les règlements techniques sont souvent lus par des personnes non-juristes, pour la plupart. Par conséquent, il n'est pas vain de leur permettre de disposer d'un outil complet, qui se satisfait à lui-même sans devoir se reporter aux dispositions de différents textes législatifs et réglementaires. Les éventuels renvois qui se trouvent dans les règlements techniques concernent plus généralement des normes techniques et autres recommandations.

Dans la même logique, le projet de règlements techniques est conçu dans l'esprit de mettre à disposition des outils qui puissent être compris par les différents intervenants du marché. Ceci explique le fait que les règlements techniques renferment les notions dont il est fait usage au quotidien, en lieu et place de certains autres termes. C'est ainsi qu'apparaissent les notions de « cabine », « scellés », etc. Ces notions sont définies de façon à permettre aux URDs de pouvoir faire le lien entre les pratiques du quotidien et les règlements sur lesquels les acteurs du marché se fondent pour agir.

Par ailleurs, les règlements techniques anticipent la régionalisation de la compétence tarifaire. C'est ainsi que les références à la CREG dans les règlements techniques en vigueur sont remplacées par « autorité de régulation compétente ». Au surplus, BRUGEL est cité nommément dans les projets de règlements techniques, contrairement aux versions en vigueur, et il est supposé que BRUGEL disposera toujours des compétences qui lui sont actuellement attribuées.

DU FOND DES DOCUMENTS

Le projet de règlements techniques ajoute ou retire certaines notions et dispositions au gré des thèmes majeurs qui ont été discutés lors des réunions d'échanges dont il a été question *supra*. La section suivante ainsi que le chapitre suivant reviennent sur les grands thèmes abordés tout au long de ces travaux de révision de règlements techniques, des observations formulées par BRUGEL et comment elles ont été prises en compte dans la proposition finale de SIBELGA.

3.2 L'avis intermédiaire de BRUGEL : synthèse

Avant l'adoption du projet initial de règlements techniques, celui-ci a été soumis à consultation publique suite à laquelle SIBELGA a adapté sa proposition. Comme disposé par les ordonnances électricité et gaz, SIBELGA a transmis à BRUGEL la proposition officielle de règlements techniques, et ce, le 27 novembre 2012.

L'analyse du projet initial de règlements techniques au sein de BRUGEL a résulté en une série de constats conduisant à suggérer des modifications au projet de SIBELGA. C'est ainsi que, en date du 1^{er} février 2013, un avis élayant les différentes demandes d'adaptations à apporter au projet de règlements techniques a été adressé à SIBELGA. Ces demandes d'adaptations étaient de deux catégories :

- les unes, reprises sous le vocable « points d'attention », consistaient en observations dont l'adoption dans la proposition finale de règlements techniques était largement laissée à l'appréciation de SIBELGA. Pour BRUGEL, ne pas tenir compte de ces observations ne constituait pas un élément pouvant conduire à un avis négatif quant à l'adoption de la proposition de règlements techniques par le Gouvernement ;
- les autres, reprises sous le vocable « proposition de modification », consistaient par contre en observations requérant d'être prises en considération par SIBELGA en adaptant sa proposition de règlements techniques. Pour BRUGEL, ne pas tenir compte de ces observations constituait un élément susceptible de conduire à un avis négatif quant à l'adoption de la proposition de règlements techniques par le Gouvernement.

Pour être complet, les demandes d'adaptations formulées dans l'avis étaient au nombre de 26, la répartition dans les deux catégories étant strictement de moitié-moitié.

Comme précisé *supra*, le chapitre suivant aborde plus en détail l'essentiel des demandes d'adaptations communiquées à SIBELGA.

3.3 Recommandation de BRUGEL

En date du 6 mars 2013, BRUGEL a reçu la proposition finale de nouveaux règlements techniques, adoptée par le conseil d'administration de SIBELGA suite à l'avis de BRUGEL susmentionné, ainsi que l'avis de SIBELGA reprenant les justifications relatives à l'adoption partielle des demandes d'adaptations formulées par BRUGEL.

L'analyse de l'avis de SIBELGA conduit aux constats suivants :

- Des 13 « points d'attention » formulés dans l'avis de BRUGEL, 10 ont été adoptés par SIBELGA. Les points qui n'ont pas été repris dans le projet final ont valablement été justifiés par SIBELGA. De surcroît, comme précisé dans la section précédente, ne pas tenir compte de ces points ne constituait pas un élément pouvant induire un avis négatif de BRUGEL ;
- Des 13 « propositions d'adaptation » formulées dans l'avis de BRUGEL, 11 ont été adoptées par SIBELGA. Les deux propositions qui n'ont pas été reprises dans le projet final concernent l'électricité verte. Plus précisément, elles sont relatives au transfert des compétences de comptage vert de BRUGEL à SIBELGA et à la compensation.

En effet, pour ce qui concerne le premier point, BRUGEL avait proposé de faire transparaître – en tout cas, plus que ça ne l'était – la volonté de transférer cette compétence. SIBELGA a choisi de ne pas suivre la proposition de BRUGEL en se fondant sur le fait que l'expression d'une intention n'a pas sa place dans un règlement technique, qui doit garder un caractère normatif et, par conséquent, énoncer des règles de droit.

Pour ce qui se rapporte à la compensation, BRUGEL avait suggéré d'introduire dans le règlement technique électricité une limite dans le temps, quant à l'application du principe de compensation (partie grid-fee), de 10 ans à partir de la mise en service de l'installation, en analogie avec la période de 10 ans d'octroi de certificats verts. Avec cette disposition, après cette durée, le producteur bénéficierait uniquement de la compensation sur la partie commodity.

SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL sur ce sujet en se fondant sur le fait que la compensation n'a pas de caractère technique et, donc, n'a pas sa place dans le règlement technique électricité. En effet, selon SIBELGA, il s'agit d'une mesure économique relevant de la politique régionale de soutien à la production décentralisée d'énergie. A ce titre, dans sa prérogative de décider de l'adaptation voire de la disparition du régime de compensation, l'initiative est donc laissée à l'appréciation du Gouvernement.

- Les arguments avancés par SIBELGA pour les « propositions d'adaptation » qui n'ont pas été reprises dans le projet final de règlements techniques sont valablement défendus.

C'est donc en toute logique que l'analyse de la proposition finale, en conformité avec les dispositions des ordonnances électricité et gaz, amène BRUGEL à la conclusion de ce dossier.

Compte tenu :

- De la méthode de travail convenue avec SIBELGA ;
- Des différentes réunions et divers échanges ayant eu lieu impliquant SIBELGA et BRUGEL ;
- De la consultation publique ayant eu lieu entre le 10 septembre et le 10 octobre 2012;
- Du projet initial de nouveaux règlements techniques électricité et gaz ;
- De l'avis de BRUGEL reprenant les propositions d'adaptations au projet initial de SIBELGA ;
- De la proposition finale de nouveaux règlements techniques ainsi que de l'avis de SIBELGA l'accompagnant ;
- De l'analyse de la proposition finale, de l'avis de SIBELGA ainsi que des constats y relatifs susmentionnés ;

BRUGEL rend cet avis en proposant au Gouvernement d'adopter toutes les propositions de modifications apportées aux règlements techniques électricité et gaz en vigueur et d'arrêter les nouveaux règlements techniques électricité et gaz.

4 Avis de BRUGEL sur le projet initial :

Thèmes majeurs abordés – Avis de SIBELGA

Les règlements techniques, de part leur nature, abordent divers sujets et comportent différents aspects qui ont un lien direct ou indirect avec la gestion des réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel, avec l'exécution d'obligations de service public ainsi qu'avec la gestion du registre d'accès. Etant donné le volume des règlements techniques et la nature de cet avis, il convient d'éviter de passer en revue tous les changements qui ont été apportés à ces documents et, plutôt, se focaliser sur l'essentiel des modifications apportées.

Ce chapitre aborde donc les thèmes majeurs qui ont été identifiés au cours des travaux de révision des règlements techniques :

- D'abord, en mettant en contexte le sujet abordé pour une meilleure compréhension du lecteur ;
- Ensuite, en synthétisant les demandes d'adaptation formulées dans l'avis 163 de BRUGEL ;
- Et, enfin, en résumant le contenu de l'avis de SIBELGA y relatif.

Par souci de clarté et de simplicité, il a été jugé commode d'aborder en premier lieu les thèmes qui touchent en même temps l'électricité et le gaz. Ensuite, les thèmes spécifiques à l'électricité sont passés en revue et le chapitre se termine avec ceux concernant particulièrement le gaz

4.1 Sur les aspects transversaux (électricité et gaz)

4.1.1 Energie consommée sans facturation

4.1.1.1 Contexte

Une nouvelle disposition a été introduite dans le projet de règlements techniques (*article 6 [projet règlement technique électricité] et article 9 [projet règlement technique gaz]*), applicable à tous les cas de consommation d'énergie que SIBELGA prend en charge à ses dépens compte tenu du modèle de marché actuel. Lorsque ces pertes sont dues à de la consommation par des URDs, SIBELGA entend récupérer les montants qu'elle supporte du fait de l'énergie consommée mais non facturée, car le point d'accès est inactif, ou non enregistré sur un compteur actif. Il n'est pas superflu de rappeler que ces consommations sont en principe, *in fine*, payées par la collectivité.

En soi, le principe existe déjà dans les règlements techniques en vigueur mais l'expérience a montré qu'il était trop restrictif et, partant, difficilement applicable. La proposition formulée tend à couvrir tous les cas de consommation non facturée (soit partiellement, soit intégralement) : la formulation de l'article permet de viser les cas où de l'énergie est consommée à la suite d'un bris de scellés, à la suite d'une fraude (par exemple, manipulation sur le compteur), lorsqu'un point d'accès est inactif alors qu'un URD consomme de l'énergie de bonne foi, etc.

Pour les différents cas, SIBELGA établirait des tarifs spécifiques dont certains pourraient revêtir un caractère dissuasif, notamment dans les cas où la fraude ou le bris de scellés sont avérés.

Plus pratiquement, il reviendrait à SIBELGA d'adopter et, le cas échéant, de faire approuver par l'autorité régulatoire compétente un tarif par défaut, un tarif inférieur à ce tarif par défaut et un tarif supérieur à ce tarif par défaut.

Le projet de règlements techniques opte pour mettre à la charge du propriétaire ou du/des occupant(s) du site de consommation le tarif qui sera porté en compte.

4.1.1.2 Demandes d'adaptation formulées par BRUGEL

4.1.1.2.1 Points d'attention

Le premier point d'attention concerne l'article 6, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique électricité) et l'article 9, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique gaz) : il est demandé de supprimer la première et la deuxième phrases de ces deux alinéas car la suite des phrases exprime les mêmes idées mais en étant plus complètes.

La même modification est proposée à l'article 210, § 3, troisième alinéa (projet de règlement technique électricité) – à l'article 168, § 3, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz) – à l'article 219, § 2, troisième alinéa (projet de règlement technique électricité) – à l'article 178, § 2, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz).

Le deuxième point d'attention concerne l'article 9, § 1^{er}, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz): à la fin de la troisième ligne il est demandé de remplacer « quantité d'électricité » par « quantité de gaz ».

Le troisième point d'attention concerne les différents tarifs qui seraient adoptés : il semble plus pratique de donner plus d'information dans les règlements techniques sur les paramètres qui seront pris en compte pour leur fixation. Ou, à tout le moins et si cela est jugé plus pratique, d'indiquer dans les règlements techniques que les explications complémentaires y relatives seront publiées sur le site internet de SIBELGA.

4.1.1.2.2 Proposition de modification

L'article 6, § 2, quatrième alinéa (projet de règlement technique électricité) et l'article 9, § 2, quatrième alinéa (projet de règlement technique gaz), stipulent que le tarif appliqué pour l'ensemble de la consommation illicite est celui de l'année de la facture émise par SIBELGA. Il convient de souligner que, conformément à la jurisprudence du Service des litiges de BRUGEL, SIBELGA doit tenir compte des différentes années de consommations et y appliquer les éventuels différents tarifs y relatifs. Partant, il est demandé à ce que SIBELGA adapte son texte dans ce sens.

4.1.1.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.1.1.3.1 Points d'attention

Pour le premier point d'attention, qui consiste à supprimer les première et deuxième phrases de l'article 6, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique électricité) et de l'article 9, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique gaz) :

Les consommations sont à charge de l'occupant connu. A défaut d'occupant connu, les consommations sont à charge du propriétaire.

SIBELGA entend les conserver.

En effet, selon SIBELGA, en les supprimant pour ne laisser que les phrases qui indiquent que le propriétaire démontre la présence d'un occupant, les règlements techniques pourraient laisser croire que SIBELGA doit, en premier lieu, s'adresser au propriétaire. Or, tel ne devrait pas être le cas. Lorsque – et il s'agit de la majorité des cas – l'occupant est connu, SIBELGA devrait pouvoir directement s'adresser à lui sans devoir passer par le propriétaire. Tel est, selon SIBELGA, le sens des deux premières phrases de l'article 6, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique électricité) et de l'article 9, § 1^{er}, deuxième alinéa (projet de règlement technique gaz).

Ce n'est que dans l'hypothèse où l'occupant n'est pas connu que le propriétaire devrait être concerné quitte, éventuellement, pour celui-ci de déterminer le ou les occupants concernés par la consommation d'énergie.

Les mêmes justifications valent pour l'article 210, § 3, troisième alinéa (projet de règlement technique électricité) – à l'article 168, § 3, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz) – à l'article 219, § 2, troisième alinéa (projet de règlement technique électricité) – à l'article 178, § 2, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz).

Pour le deuxième point d'attention, il s'agissait d'une erreur de plume à l'article 9, § 1^{er}, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz). Cet article a été modifié en conséquence conformément à l'avis de BRUGEL.

Pour le troisième point d'attention, concernant les différents tarifs à adopter pour les consommations facturées sur la base de l'article 6 (projet de règlement technique électricité) et l'article 9 (projet de règlement technique gaz), SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL.

Selon SIBELGA, les paramètres à prendre en compte pour déterminer le niveau d'un tarif -en l'occurrence de trois tarifs- ne trouvent pas leur place dans les règlements techniques. En effet, ces paramètres devraient être discutés dans le cadre du processus de proposition tarifaire avec le régulateur compétent, aujourd'hui encore fédéral (CREG). De surcroît, ils peuvent évoluer au cours du temps, en fonction du contexte de marché et du niveau des coûts supportés.

Compte tenu de ces motifs, et du processus relativement « lourd » d'adaptation des règlements techniques, la fixation de ces paramètres dans les règlements techniques électricité et gaz ne semble pas opportune, selon SIBELGA. En sus, estime SIBELGA, les principes fixés dans le projet de règlements techniques permettent, à suffisance, de comprendre la logique qui sous-tendra la proposition tarifaire relative aux tarifs résultant de l'article 6 (projet de règlement technique électricité) et l'article 9 (projet de règlement technique gaz).

4.1.1.3.2 Proposition de modification

SIBELGA s'est rallié à la proposition de BRUGEL et a supprimé la phrase concernée dans de l'article 6 (projet de règlement technique électricité) et l'article 9 (projet de règlement technique gaz).

4.1.2 Eventuelle introduction de compteurs intelligents

4.1.2.1 Contexte

Même si aucune décision n'a encore été prise par les autorités compétentes pour le déploiement de compteurs intelligents dans la Région de Bruxelles-Capitale, le projet de règlements techniques apporte quelques dispositions nouvelles relatives à l'éventuelle introduction de ces compteurs. Ainsi, s'y trouvent les dispositions concernant, notamment, le cadre de définition des prescriptions techniques et administratives ainsi que le stockage des données de comptage.

Il a, en effet, semblé utile de donner une base réglementaire à la mise en place de tels compteurs, en laissant à SIBELGA le soin de mener à terme des projets pilotes en fonction des possibilités techniques et économiques. Plus précisément, l'article 193 (*projet de règlement technique électricité*) et l'article 153 (*projet de règlement technique gaz*) stipulent que, dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'investissements approuvés par le Gouvernement, SIBELGA pourrait déployer des compteurs intelligents conformément à l'article 7 de l'ordonnance électricité et à l'article 5 de l'ordonnance gaz.

4.1.2.2 Demandes d'adaptation formulées par BRUGEL

4.1.2.2.1 Point d'attention

Il ne semble pas superflu de rédiger l'article 205 (*projet de règlement technique gaz*) de telle sorte qu'il soit aussi complet que l'article 246 (*projet de règlement technique électricité*).

4.1.2.2.2 Proposition de modification

Bien que la responsabilité de SIBELGA relative au respect de la vie privée est mentionnée à deux différents endroits dans le code de comptage, il serait utile de préciser dans le projet de règlements techniques électricité et gaz, d'une manière explicite, les obligations de SIBELGA en rapport avec le respect des règles qui s'imposent dans le cadre de la gestion des compteurs intelligents, notamment, en ce qui concerne le respect de la vie privée, la non-discrimination entre URDs ainsi que la sécurité des données.

Par ailleurs, dans le cas de figure d'un déploiement, même partiel, de compteurs intelligents, il convient d'attirer l'attention sur deux articles pour un URD doté de ce type de compteur car faisant partie du segment de clients concernés par le déploiement. En effet, il semble opportun de souligner que l'article 246 (*projet de règlement technique électricité*) et l'article 205 (*projet de règlement technique gaz*) devraient mentionner, en ce qui concerne la sélection des données de comptage en vue de leur stockage, le respect des choix des URDs par rapport à la granularité des données historiques qu'ils souhaiteraient avoir, dans la mesure où les conditions techniques et économiques le permettent.

De surcroît, ces articles devraient être conformes aux dispositions apportées par la directive européenne 2012/27/UE et, plus précisément, en ce qui concerne la mise à disposition des URDs de leurs données historiques de comptage.

4.1.2.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.1.2.3.1 Point d'attention

SIBELGA est du même avis que BRUGEL. Ainsi, l'alinéa qui manquait à l'article 205 (*projet de règlement technique gaz*), à la suite d'une erreur de plume, a été rajouté.

4.1.2.3.2 Proposition de modification

SIBELGA est du même avis que BRUGEL. L'article 205 (*projet de règlement technique gaz*) et l'article 246 (*projet de règlement technique gaz*) ont donc été modifiés en conséquence.

4.1.3 Rectification des données de comptage

4.1.3.1 Contexte

L'article 245 (*règlement technique électricité en vigueur*) et l'article 201 (*règlement technique gaz en vigueur*) relatifs à la rectification des données de comptage ont été remplacés, respectivement, par l'article 264 (*projet de règlement technique électricité*) et l'article 222 (*projet de règlement technique gaz*). Le but de ceci est de clarifier et de mieux préciser les règles de détermination de la période de rectification, et de la consommation qui en résulte, lorsqu'une des parties (URD, GRD ou fournisseur) constate des erreurs inhérentes aux relevés de compteurs et dues aux dysfonctionnements du compteur lui-même ou à la transmission de l'index. Ces règles ont déjà été adoptées par les acteurs du marché lors de la dernière modification du MIG (version 4.1).

Ainsi, dans le projet de règlements techniques, un encadrement plus précis est donné aux éléments suivants :

- **Définition des données de comptage :**

Les données de comptage concernent toutes les données permettant de mesurer la consommation d'énergie sur une période donnée (période de consommation). Il s'agit des index relevés sur le compteur et les caractéristiques physiques du compteur (données dites « Master Data »).

- **Relevé pris en compte pour la détermination de la période de rectification :**

Il s'agit d'un index validé et envoyé, par le GRD, au marché. Cet index est relevé ou estimé par le GRD ou relevé par l'URD dans les situations suivantes :

- ✓ Relevé périodique du GRD (suivant des tournées programmées par le GRD) ;
- ✓ Changement de fournisseurs ;
- ✓ Changement de clients ;
- ✓ Changement de clients combiné avec le changement de fournisseurs.

L'intervalle de temps pendant lequel le GRD obtient les index périodiques pour un point d'accès donné est mieux précisé. Cette période peut s'étaler sur un maximum de trois mois pour accroître la probabilité de trouver un index relevé pour le début de la période de rectification.

Par exemple, pour un compteur habituellement relevé au mois de mai de chaque année :

- ✓ L'index sera daté du mois de mai s'il est relevé par le GRD ;
- ✓ L'index peut être daté du mois d'avril s'il y a eu un changement de client et/ou de fournisseur au cours du mois d'avril, ayant donné lieu à la communication d'un index ;
- ✓ L'index peut être daté du mois de juin si, suite à un non accès du releveur au compteur, il est estimé ou communiqué par l'URD.

Si le GRD ne dispose, dans cet intervalle de temps, d'aucun relevé, il procède alors à une estimation d'index à 24 mois du dernier relevé pris en compte dans la période de rectification.

• Définition de la période de rectification

Toute demande de rectification des données de comptage doit porter au maximum, sauf en cas de mauvaise foi, sur la période de deux ans précédant le dernier relevé de compteur, pour autant que la contestation n'influence que deux relevés annuels au maximum (voir point précédent) et la consommation qui en résulte.

En cas de mauvaise foi, dûment prouvée dans le chef de l'URD par SIBELGA, cette période peut être élargie au-delà de la limite des deux ans et dans la limite du droit de créance du code civil (5 ans). Ceci laisse ainsi la possibilité aux acteurs du marché (GRD, fournisseurs) de réclamer la somme due dont le paiement aurait été éludé suite, par exemple, à un comportement systématique et prolongé de la part de l'URD empêchant le GRD de prendre connaissance de véritables données de mesure sur le compteur de l'URD.

• Détermination des consommations après rectification des index :

Les règles applicables pour la détermination des consommations sont annoncées par l'article 264, l'article 225 (projet de règlement technique électricité) et l'article 222, l'article 184 (projet de règlement technique gaz).

En effet, dans les articles 264 et 222, il est stipulé que la rectification ne peut influencer, dans la limite de deux ans, que deux périodes annuelles de consommation. Pour déterminer ces deux périodes annuelles de consommation, le GRD remonte, à partir du dernier relevé périodique, au relevé périodique effectué deux ans auparavant.

En outre, l'article 225, §3 (projet de règlement technique électricité) et l'article 184, §3 (projet de règlement technique gaz) stipulent que les différences de consommations obtenues par la rectification des index seront prises en compte lors de la période de consommation qui précède la prise de connaissance, par le GRD, de l'index réel. Ces différences de consommation seront donc valorisées sur une période tarifaire qui ne correspond pas à leur période effective. Ces articles ne visent que des cas de sous-estimation de consommation (les consommations négatives ne seront pas prises en compte en raison des difficultés de mise en œuvre dans les applications informatiques).

4.1.3.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.1.3.2.1 Point d'attention

Comme précisé *supra*, les règles de rectification des données de comptage et de la consommation qui en résulte sont inspirées des accords entre les acteurs du marché, conclus lors de la dernière révision du MIG (version 4.1 du 7 juillet 2011).

En effet, les acteurs du marché ont établi des règles de rectification qui tiennent compte de certaines contraintes techniques (difficultés de modéliser des consommations négatives dans les plateformes informatiques, par exemple) pour des opérations automatisées sans, toutefois, exclure des opérations manuelles pour les cas où les préjudices sont importants, notamment pour l'URD.

En outre, dans sa lettre du 22 septembre 2011, en réponse au projet de modification du MIG, BRUGEL a attiré l'attention de UMIX (organe de consultation qui a élaboré la version 4.1 du MIG) sur le fait que les mesures de rectification automatisées ne préjugent en rien d'une décision de justice ou de toute application de la législation sur les contrats qui pourraient entraîner des révisions de facture résultant d'erreur, omission ou autre motif.

Dans cet esprit, BRUGEL souhaite qu'il soit mentionné, dans le projet de règlements techniques électricité et gaz, la possibilité de rectifications des consommations négatives et la valorisation des différences de consommations (voir point précédent) par des opérations manuelles pour des cas où il y a préjudice pour l'URD. Ce point est abordé à nouveau *infra*, dans la section dédiée aux fournisseurs.

BRUGEL attire aussi l'attention sur les principes à respecter lors de l'exécution des rectifications des données de comptage.

En effet,

- ✓ La rectification doit conduire à déterminer une consommation réelle ou très proche de la réalité ;
- ✓ Le nouvel URD sur un point d'accès donné ne doit pas supporter des consommations de l'URD précédent sur ce point d'accès ;
- ✓ Le nouveau fournisseur ne doit pas facturer une consommation fournie par un autre fournisseur ;
- ✓ Lorsque une estimation d'index est nécessaire, elle doit être raisonnable : cette estimation doit tenir compte uniquement des données réelles ou supposées correctes ;
- ✓ Les périodes de consommation déjà facturées sur la base de données erronées doivent être supprimées. Les factures correspondantes aux périodes à rectifier devront être remplacées.

Pour finir, il convient d'attirer l'attention sur le fait que l'article 264 (*projet de règlement technique électricité*) et l'article 222 (*projet de règlement technique gaz*) ne précisent pas que le relevé « effectué deux ans auparavant » ne peut pas être rectifié. Sa rectification devrait, en effet, modifier la période de consommation annuelle précédant les deux périodes annuelles de consommation visée par la période de rectification.

4.1.3.2.2 Proposition de modification

BRUGEL souhaite qu'il soit mentionné, dans le projet de règlements techniques électricité et gaz, la possibilité de rectifications des consommations négatives et la valorisation des différences de consommations par des opérations manuelles pour des cas où il y a préjudice pour l'URD. Ce point est abordé à nouveau *infra*, dans la section dédiée aux fournisseurs (4.1.5).

4.1.3.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.1.3.3.1 Proposition de modification

SIBELGA a combiné les observations de ce point-ci avec ceux relatifs aux aspects fournisseurs (4.1.5).

Pour ce qui concerne l'adaptation consistant à mentionner la possibilité de rectifications des consommations négatives et la valorisation des différences de consommation par des opérations manuelles pour des cas où il y a préjudice pour l'URD, SIBELGA estime que les opérations manuelles sont à proscrire.

En effet, pour SIBELGA, il importe de conserver une logique dans laquelle les relations directes entre le GRD et l'URD soient évitées. A ce titre, SIBELGA estime qu'il convient – et telle est la logique du marché de l'énergie – que les URDs n'aient de liens qu'avec leur fournisseur.

Toutefois, afin de prendre en considération les observations de BRUGEL quant à la possibilité de valoriser, pour certains cas spécifiques, les différences de consommation, SIBELGA a entendu respecter la logique suivante :

Tout d'abord, la rectification des données de comptage portent sur une période de deux années de consommation. En effet, les règles de réconciliation imposent que les données de comptage soient, en principe, figées après deux ans, et ce, afin de ne pas remettre en cause les processus qui s'imposent à tous les acteurs du marché de l'énergie. Ce délai de deux ans peut toutefois s'avérer problématique dans un certain nombre de situations limitées. A ce titre, il a été prévu que le GRD puisse remonter au-delà de cette période de deux ans. Ainsi, en cas de fraude de l'URD ou si celui-ci ne s'était pas manifesté alors qu'il existait une erreur manifeste dans ses données de comptage, SIBELGA pourrait rectifier cinq périodes annuelles de consommation.

Le projet initial de règlements techniques prévoyait, toutefois, qu'une telle rectification ne pourrait se faire que si celle-ci impliquait que l'URD n'avait pas supporté l'intégralité de sa consommation. Lorsque l'URD avait supporté, sur la base des données de comptage, trop de consommation il n'était pas possible de rectifier au-delà de deux ans.

Les auteurs du projet ont donc modifié celui-ci afin d'envisager l'hypothèse où, du fait du GRD, l'URD a dû supporter plus que ce qu'il n'avait effectivement consommé. Le cas échéant, l'URD pourrait se voir rembourser des consommations indument payées, et ce, jusqu'à cinq périodes annuelles de consommation.

4.1.4 Modification des prescriptions techniques

4.1.4.1 Contexte

Même si les règlements techniques sont soumis à l'approbation du Gouvernement, cette approbation n'a pas pour effet d'y soumettre également les modifications des prescriptions techniques auxquelles ces règlements font référence. Le projet de règlements techniques vient donc apporter quelques précisions quant aux procédures de modification des prescriptions techniques de SYNERGRID ou spécifiques au GRD bruxellois. Dans ce cadre, l'article 79, §3 (projet de règlement technique électricité) et l'article 71, §2 (projet de règlement technique gaz) prévoient des concertations avec BRUGEL préalablement à l'adoption des prescriptions techniques ou à toute dérogation à ces prescriptions. Il

est également mentionné que BRUGEL sera informé en cas de dérogation aux prescriptions sur lesquelles une concertation aura déjà eu lieu avec le GRD.

En effet, BRUGEL reçoit, au même titre que les autres régulateurs régionaux, des demandes d'approbation de SYNERGRID lorsque ce dernier procède aux modifications de ses propres prescriptions. Les autres régulateurs régionaux agissent en vertu de leurs règlements techniques respectifs, comme le prévoit par exemple l'article 1.3.1.2 du règlement technique flamand qui prescrit notamment que les projets de spécifications techniques ne peuvent « entrer en vigueur » qu'au terme d'une période de deux mois pendant laquelle ils sont soumis à l'avis de la VREG, qui peut émettre des « commentaires ».

En l'absence d'une référence équivalente dans l'ordonnance et dans les règlements techniques bruxellois, BRUGEL a toujours veillé à ne pas exprimer d'approbation, qui engagerait sa responsabilité, alors qu'il n'en a pas le pouvoir. En revanche, BRUGEL contribue, en réponse à la demande d'« approbation » émanant de SYNERGRID, par la reconnaissance de la qualité du travail de normalisation et l'intérêt qu'il représente pour le marché bruxellois, comme ce fut le cas lors de la modification des prescriptions C10/11 relatives aux installations de production décentralisées fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution.

4.1.4.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.1.4.2.1 Proposition de modification

À l'instar des autres Régions qui disposent d'une base juridique pour l'adoption des modifications des prescriptions SYNERGRID, le projet de règlements techniques devrait prévoir une disposition relative à la procédure d'entrée en vigueur des prescriptions spécifiques au GRD ou communes aux autres GRD (SYNERGRID). Plus précisément, il serait utile de spécifier que l'entrée en vigueur de nouvelles prescriptions ou des modifications intervenues sur des prescriptions existantes intervient après une période de deux mois qui suit les consultations avec BRUGEL, qui peut faire des commentaires et émettre des suggestions.

4.1.4.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.1.4.3.1 Proposition de modification

SIBELGA a adopté la proposition de BRUGEL et a modifié en conséquence l'article 79, §3, (projet de règlement technique électricité) et l'article 71, §3 (projet de règlement technique gaz).

4.1.5 Aspects relatifs aux fournisseurs

4.1.5.1 Contexte

Faisant suite à la consultation publique organisée entre le 10 septembre et le 10 octobre 2012 sur le projet de règlements techniques, la FEBEG a transmis à SIBELGA ses commentaires et propositions. Les réactions de la FEBEG portent sur 13 articles du projet provisoire de règlements techniques.

Hormis une seule remarque qui est abordée ci-dessous, SIBELGA a pris en considération l'ensemble des remarques de la FEBEG, d'une part, en leur transmettant par écrit des éclaircissements quant à l'interprétation de certains paragraphes et, d'autre part, en procédant à des modifications du projet

pour le rendre plus aisément compréhensible et en rectifiant quelques points pour être conforme à la pratique.

4.1.5.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.1.5.2.1 Proposition de modification

Tout comme l'a soulevé la FEBEG, BRUGEL estime déséquilibrée la disposition de l'article 225, § 3 (projet de règlement technique électricité) et l'article 184, § 3 (projet de règlement technique gaz). Ceci est déjà abordé *supra*, dans la section 4.1.3.

En effet, il semble inconcevable que l'URD ne soit pas remboursé pour la surfacturation liée à la surestimation de ses consommations s'il n'en est pas à l'origine ! S'il s'agit, par exemple, d'un problème informatique qui ne permet pas d'avoir une consommation négative, cela ne doit pas être supporté par l'URD qui est dans son droit.

Il est donc proposé à SIBELGA de modifier cette disposition.

4.1.5.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

Confer point 4.1.3.3.

4.1.6 Déplacements inutiles

4.1.6.1 Contexte

Une nouvelle disposition a été insérée par l'article 19 (projet de règlement technique électricité) et par l'article 22 (projet de règlement technique gaz) concernant les déplacements de SIBELGA considérés comme inutiles, la raison étant qu'il n'est pas rare pour SIBELGA de se rendre à un endroit sans pouvoir réaliser les prestations censées y être faites. L'idée est donc de pouvoir facturer ces déplacements inutiles lorsqu'ils sont imputables aux URDs.

Toutefois, une différence est introduite dans le projet de règlement technique gaz par rapport au projet de règlement technique électricité. En effet, il n'est pas considéré comme inutile le déplacement de SIBELGA à la demande de l'URD gaz et au terme duquel, du fait de la nature de la demande ou du fait de l'URD lui-même, SIBELGA n'a réalisé aucune prestation. Cette différence est due au fait que, selon SIBELGA, la sécurité doit rester une préoccupation centrale : en aucun cas, les URDs ne doivent hésiter avant de faire appel à SIBELGA en cas de problème relatif au gaz, que le problème se situe en amont ou en aval du compteur. Les déplacements de SIBELGA ne sont donc pas facturés, dans ce cas, contrairement à ce qui est prévu pour l'électricité.

4.1.6.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.1.6.2.1 Points d'attention

Le premier point d'attention concerne l'article 19, troisième alinéa (projet de règlement technique électricité) et l'article 22, troisième alinéa (projet de règlement technique gaz). Quelques précisions devraient être apportées dans ces textes, qui pourraient être remplacés par le texte suivant :

« Le cas échéant, un nouveau rendez-vous ne peut être fixé qu'après que l'utilisateur du réseau de distribution ait prouvé l'absence d'un refus manifeste de donner accès aux installations au gestionnaire du réseau de distribution ou ait payé le déplacement inutile. »

Le deuxième point d'attention concerne spécifiquement le projet de règlement technique électricité dans lequel il n'a pas été choisi d'adopter la même disposition d'exonération de frais que pour le gaz pour un déplacement de SIBELGA à la demande de l'URD au terme duquel SIBELGA n'a réalisé aucune prestation. Il semble indiqué d'adopter le même dispositif pour les mêmes raisons de sécurité. En effet, étant donné que tous les URDs électricité bruxellois ne sont pas forcément à considérer comme des techniciens de l'électricité, il y aurait un risque de sécurité pour eux-mêmes et/ou pour les autres s'ils se mettaient à faire le nécessaire pour situer l'origine de la panne avant de faire appel à SIBELGA.

En troisième lieu, l'attention est attirée sur la nécessité d'inclure une liste (quand bien même non exhaustive) dans le projet de règlements techniques afin que tout lecteur puisse se faire une idée concrète de ce que l'on désigne par déplacement inutile. A tout le moins, cette liste devrait être accessible sur le site internet de SIBELGA, mention de son existence étant faite dans les règlements techniques.

4.1.6.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.1.6.3.1 Points d'attention

Pour ce qui concerne le premier point d'attention, SIBELGA a suivi la proposition de BRUGEL et a adapté en conséquence le texte du projet.

Pour ce qui est du deuxième point d'attention, SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL. SIBELGA rappelle qu'il a été proposé de ne pas facturer les déplacements relatifs aux installations de gaz, ces déplacements concerneraient-ils des installations intérieures pour lesquelles SIBELGA n'est pas compétente. En effet, SIBELGA considère qu'un URD gaz ne doit jamais, pour quelque raison que ce soit, renoncer à appeler son Service « Odeur gaz ». Cette absence de facturation ne concerne cependant pas les déplacements inutiles consécutifs à des interventions planifiées ou à des refus d'accès.

Pour ce qui concerne l'électricité, les problèmes de sécurité ne sont pas identiques à ceux propres au gaz. A moins de faire preuve d'une inconscience manifeste, par la manipulation des branchements et autres appareils électriques, le risque lié à une interruption ou une fluctuation de la fréquence électrique est considérablement moins élevé que celui dû à une fuite de gaz.

En ce sens, les frais consécutifs à une intervention de SIBELGA – pour des problèmes localisés sur les installations électriques intérieures et donc pour lesquels SIBELGA ne peut intervenir – doivent être mis à la charge des URDs.

De surcroît, l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz charge le GRD d'une mission et obligation de service public consistant à fournir « un service gratuit de prévention des risques en matière d'utilisation du gaz naturel, au profit des ménages qui en font la demande » (article 18, 3^o, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004). Le projet de règlement technique gaz ne pouvait donc mettre à la charge des URDs le déplacement de SIBELGA lorsqu'un problème se manifestait. L'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité ne met, en revanche, pas une telle obligation à la charge SIBELGA. La différence entre les textes des deux règlements est donc pleinement justifiée, selon SIBELGA.

Ainsi, le texte du projet de règlement technique électricité n'a pas été modifié.

S'agissant du troisième point d'attention, SIBELGA estime que le projet de règlements techniques électricité et gaz, en ce qu'il définit de manière précise les cas dans lesquels un déplacement est considéré comme inutile, répondent à cette préoccupation – légitime – de BRUGEL. SIBELGA estime toutefois inopportun de surcharger le texte du projet de règlements techniques par une liste exemplative.

En revanche, SIBELGA souligne que la suggestion de mettre une telle liste sur son site Internet sera suivie.

4.2 Sur les aspects relatifs à l'électricité

4.2.1 Restructuration du réseau de distribution

4.2.1.1 Contexte

Le projet de règlement technique électricité vient aussi encadrer les projets importants d'harmonisation des niveaux de tension sur les réseaux de distribution haute tension (HT) et basse tension (BT).

Pour rappel, l'énergie électrique en Région de Bruxelles-Capitale est distribuée à plusieurs niveaux de tension, de 11 kV à 230 V :

- Sur le réseau BT, la distribution de l'électricité est réalisée, pour des raisons historiques, soit en 230 V (pour les particuliers), soit en 400 V (pour les immeubles, par exemple). L'intérêt d'harmoniser le niveau de tension du réseau BT à 400 V (au lieu de 230 V) réside dans l'augmentation de la capacité de transport du réseau, dans l'amélioration de la qualité de l'électricité fournie et dans l'intégration éventuelle des compteurs intelligents (dans le cas où la communication des données de consommation est effectuée via le réseau électrique par la technologie PLC). Malgré ces bénéfices attendus, il n'est pas réaliste d'envisager une conversion complète du réseau en 400 V – le coût serait bien évidemment exorbitant. Fidèle à sa méthode progressive et réaliste, le GRD a décidé que les nouveaux réseaux (lotissements, grands ensembles) seront systématiquement alimentés en 400 V et tous les raccordements résidentiels se feront en monophasé. En cas de raccordement triphasé (en principe, exclusivement pour les professionnels) sur un réseau 230 V, l'installation du client doit être prévue pour une conversion aisée en 400 V ;
- Sur le réseau HT, la distribution actuelle est réalisée à 5 kV, à 6,6 kV et à 11 kV. Chaque niveau de tension utilise des équipements qui lui sont propres. Le GRD a, dans ses plans d'investissements, déjà annoncé sa vision structurelle d'harmoniser le niveau de tension, de la distribution en HT, à 11 kV. Près de 80% du réseau de distribution HT du GRD est au niveau de tension du 11 kV et de petits réseaux subsistent à des niveaux de 5 kV et 6.6 kV. L'harmonisation des niveaux de tension du réseau de distribution devrait permettre une meilleure gestion du réseau dans la mesure où la conversion en 11 kV va accroître sa capacité de distribution et améliorer son entretien. En effet, tous les équipements seront compatibles 11 kV, leur remplacement serait donc moins problématique. Les réseaux à 5 kV ou à 6.6 kV utilisent des technologies anciennes et généralement alimentent des cabines clients de faible puissance et vétustes. Les câbles utilisés sont de petite section et leur trajet n'est pas optimal. Aussi, ces réseaux ne bénéficient en général pas de cabines motorisées qui améliorent la flexibilité du réseau et donc sa capacité à gérer les incidents. De ce point de vue, le GRD évoque un impact réel sur la sécurité d'exploitation et également sur le temps nécessaire pour le rétablissement en cas d'incident. Par ailleurs, il semblerait qu'un danger réel peut survenir lors de la réalisation d'actes d'exploitation.

La réalisation de ces projets d'harmonisation des niveaux de tension sur les réseaux de distribution HT et BT peut nécessiter le remplacement de certains équipements appartenant aux URDs. C'est pourquoi le GRD a défini une ligne générale pour la conduite de ces projets, qui concilie les besoins d'harmonisation des niveaux de tension et les intérêts des URDs HT et BT. Cette ligne de conduite est déclinée par des modalités d'exécution spécifiques à chaque situation :

- Pour l'harmonisation des niveaux de tension sur le réseau HT, le projet de règlement technique électricité, propose d'y introduire une procédure comprenant les étapes suivantes :
 - ✓ Le GRD décide d'un changement de tension sur une portion donnée du réseau de distribution ;
 - ✓ Le GRD informe l'URD de son intention de modifier le niveau de la tension d'alimentation de la cabine de l'URD ;
 - ✓ Le GRD se concerte avec l'URD sur les travaux d'adaptations à faire ;
 - ✓ L'URD s'engage sur un délai de réalisation des modifications de sa cabine qui ne devrait pas excéder 2 ans pour les installations simples. Ce délai est porté à 5 ans pour des installations complexes ;
 - ✓ Si la cabine de transformation HT/BT de l'URD est conforme aux normes en vigueur, le GRD prend en charge les frais de réalisation des modifications nécessaires. Dans le cas contraire, plusieurs solutions sont alors proposées par le GRD en fonction de l'historique de prélèvement de l'URD qui permet d'apprécier le maintien d'une cabine de transformation HT/BT. L'URD peut décider, à ses frais, le maintien de la cabine après réalisation des modifications selon les modalités à convenir avec le GRD.
- Pour l'harmonisation des niveaux de tension sur le réseau BT, le projet de règlement technique électricité souligne les principes suivants:
 - ✓ La prise en charge des frais de conversion (modification du raccordement à hauteur du compteur) sera attribuée au GRD si l'URD dispose d'un raccordement monophasé ou s'il est raccordé en triphasé mais que le GRD ne l'a pas informé, lors du raccordement, de l'obligation de disposer d'un raccordement monophasé ;
 - ✓ Pour de nouvelles installations résidentielles, le GRD optera préférentiellement pour les raccordements monophasés ;
 - ✓ Pour les URDs qui n'ont pas été informés lors du raccordement, si la modification ne se limite pas au tableau général de l'URD et qu'il faut intervenir dans toute son installation, le GRD se réserve la possibilité d'opter pour le placement d'un transformateur 400 V/230 V en aval du compteur.

4.2.1.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.2.1.2.1 Point d'attention

Comme précisé précédemment, BRUGEL est bien consciente de l'intérêt d'aller progressivement vers une harmonisation des niveaux de tension sur les réseaux de distribution HT et BT. BRUGEL attire, toutefois, l'attention sur l'importance d'une meilleure information à donner, via les canaux habituels du GRD, à tous les URDs.

4.2.1.2.2 Proposition de modification

Pour le cas des URD raccordés en triphasé, avant l'adoption du projet de règlements techniques, et pour lesquels seront placés des transformateurs 400 V/230 V en aval de leurs compteurs, BRUGEL recommande de limiter raisonnablement la durée de placement de ces transformateurs et de privilégier d'abord le raccordement en amont des compteurs des URD. Le placement de ce type d'équipements est consommateur d'énergie, quand bien même toute l'installation de l'URD serait déconnectée du transformateur en question. L'URD ne doit pas, en effet, être pénalisé par un changement de réglementation s'il a respecté toutes les prescriptions et normes en vigueur lors de son raccordement au réseau.

4.2.1.3 +Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.2.1.3.1 Point d'attention

SIBELGA souligne être bien consciente de cette nécessité d'informer adéquatement les URDs des changements des niveaux de tension.

4.2.1.3.2 Proposition de modification

SIBELGA a suivi la proposition de BRUGEL et a adapté en conséquence le texte de *l'article 62 du projet de règlement technique électricité*.

4.2.2 Réseaux privés - Sites multiutilisateurs

4.2.2.1 Contexte

La Région de Bruxelles-Capitale dispose de plusieurs sites de prélèvement et/ou d'injection privés qui alimentent, derrière la cabine de transformation HT/BT, plusieurs URDs. Le recensement de ces sites est en cours de réalisation par le GRD et les résultats intermédiaires montrent l'ampleur du travail de régularisation qu'il faudrait accomplir. En effet, de nombreux sites sont inconnus du GRD, ne disposent pas de contrat de raccordement ou les informations les concernant sont incomplètes ou erronées (nom du propriétaire, tension et tarif de raccordement, etc.).

Pour accompagner ce travail de régularisation, le projet de règlement technique électricité clarifie les conditions d'agrément de ces sites, selon le cas, en réseau privé (concept déjà existant) ou en réseau multiutilisateur (concept nouveau). Ces statuts confèrent des droits et des devoirs au propriétaire du site et au GRD.

Pour rappel, un réseau privé est défini par *l'article 2, 36° de l'ordonnance électricité* comme étant un ensemble d'installations établies sur une aire géographique restreinte et bien délimitée servant à l'alimentation en électricité d'un ou plusieurs URDs et répondant aux conditions fixées par le règlement technique. Lorsqu'il est connecté à un réseau privé, l'URD est réputé disposer d'un raccordement direct au réseau de distribution et avoir accès à ce dernier. La différence entre les deux concepts est la présence d'un compteur à décompte dans un réseau privé et d'un compteur de contrôle dans le réseau multiutilisateurs.

Le GRD est considéré comme le seul compétent pour agréer ces réseaux (privé ou multiutilisateur) au sens du règlement technique.

Le nouveau projet de règlement technique vient aussi préciser le caractère exceptionnel de ces statuts dans la mesure où ils ne concerneront que des situations existantes. En effet, des considérations opérationnelles, liées au comptage des différentes consommations à l'intérieur de ces sites et dont les opérations de traitement des données sont onéreuses, ne favorisent pas la création de ces nouveaux sites.

En outre, chaque client aval raccordé au réseau de distribution via le réseau privé sera désormais muni d'un équipement de comptage appartenant au GRD. Ceci devrait empêcher la revente illégale d'électricité de la part du propriétaire et/ou du gérant du réseau privé.

4.2.2.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.2.2.2.1 Proposition de modification

Pour agréer un réseau multiutilisateur, l'article 38, §3 (*projet de règlement technique électricité*) précise l'obligation d'avoir un compteur pour chaque client final. BRUGEL pense qu'il serait important de bien préciser, comme dans le cas du réseau privé, que cet équipement de comptage doit appartenir au GRD pour empêcher la revente illégale d'électricité de la part du propriétaire et/ou du gérant du réseau multiutilisateur par l'installation de ses propres compteurs.

4.2.2.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.2.2.3.1 Proposition de modification

SIBELGA a pris en considération la proposition de BRUGEL et a modifié en conséquence le texte du projet de règlement technique électricité.

Dans le même sens, il a également semblé utile de préciser que les installations de comptage à décompte sont la propriété de SIBELGA. L'article 2, 43° du *projet de règlement technique électricité* a donc également été complété en conséquence.

4.2.3 Raccordements « Trans - MT » et « MT 26 I - kV »

4.2.3.1 Contexte

Le code de raccordement du règlement technique électricité en vigueur ou du projet de règlement technique électricité soumis pour avis ne précise pas les conditions à remplir par les installations des URDs HT pour bénéficier du type de raccordement « Trans MT », souvent appelé « Grand Poste », et de « MT 26 I - kV » pour lesquels des tarifs différents sont appliqués (les tarifs « Trans-MT » sont plus avantageux que les tarifs « MT26 I - kV »).

Habituellement, les tarifs « Trans MT » sont attribués aux URDs raccordés sur le jeu de barre du GRD (directement sur le poste de transformation qui alimente le GRD) alors que les tarifs « MT 26 I - kV » sont attribués aux URDs raccordés, via leurs cabines de transformation, sur les boucles MT (entre 26 et 1 kV) du GRD.

Cette absence de règles d'attribution de type de raccordement dans le règlement technique remonte au 1^{er} juillet 2004 date de la libéralisation du marché de l'énergie pour les clients professionnels. Avant cette date, la compétence relative à la détermination des types de raccordement était exercée par Electrabel, en tant que partenaire privé des intercommunales mixtes, et qui avait établi un règlement intitulé « Tarifs d'électricité ».

Or, avec la libéralisation, ce règlement a cessé de constituer la règle : la compétence relative aux tarifs a été attribuée à la CREG, et la compétence relative à la détermination des types de raccordement échoit au Gouvernement régional bruxellois, qui approuve le Règlement technique proposé par le GRD. Or, à ce jour, le Gouvernement régional bruxellois n'a pas encore déterminé ces types de raccordement ni, donc, les conditions pour en bénéficier. C'est dans ce cadre que BRUGEL attire l'attention des rédacteurs du projet de règlement technique sur la nécessité d'introduire une disposition (voir ci-après) qui permettrait de combler ce vide juridique.

4.2.3.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.2.3.2.1 Proposition de modification

Compte tenu de l'absence, dans le projet de règlement technique électricité, de règles ou des conditions à remplir par les installations des URDs HT pour bénéficier de type de raccordement « Trans MT » ou « MT 26 I - kV », BRUGEL recommande d'intégrer, dans le code de raccordement du projet de règlement technique qui sera soumis pour approbation au Gouvernement, des dispositions permettant de préciser les règles ou les conditions qu'il faut satisfaire pour bénéficier des tarifs appliquées à chaque type de raccordement (« Trans-MT » ou « MT26 I - kV »).

4.2.3.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.2.3.3.1 Proposition de modification

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et a adapté le texte de l'article 73, §7 du projet de règlement technique électricité afin d'y intégrer des dispositions permettant de préciser les règles ou les conditions à satisfaire pour se voir appliquer un TOC (type of connection) « Trans-MT » plutôt que « MT 26 I - kV ».

Dans le projet de règlement technique électricité, ces conditions sont précisées :

- ✓ L'URD doit prendre en charge la liaison de ses installations au secondaire d'un grand poste, y compris les équipements de départ au grand poste ;
- ✓ La puissance contractuelle à disposition doit être supérieure à 5 MVA ;
- ✓ L'URD doit prélever une puissance (moyenne arithmétique sur les douze mois de l'année civile) supérieure à 4000 kW, sans atteindre une puissance qui justifie techniquement un niveau de tension supérieur à 15 kV.

La moyenne arithmétique visée dans la troisième condition signifie donc qu'il ne suffit pas que la limite des 4000 kW ait été atteinte à un moment sur les douze mois qui précèdent. Il convient donc que la moyenne arithmétique, sur douze mois, soit supérieure à 4000 kW.

4.3 Sur les aspects relatifs à l'électricité verte

4.3.1 Transfert des compétences de comptage

4.3.1.1 Contexte

Le projet de règlement technique électricité n'a pas tenu compte d'une éventuelle modification du code de comptage vert. SIBELGA a considéré que, si elle s'avérait nécessaire, la modification de ce code ferait l'objet d'un arrêté distinct du projet de règlement technique. BRUGEL considère toutefois qu'il y a lieu d'intégrer déjà quelques dispositions dans le projet de règlement technique électricité qui tiennent compte de l'état actuel des avancées dans ce domaine. Pour mieux comprendre, un résumé de l'état actuel de cette thématique ainsi que des motivations de BRUGEL semble indiqué.

Actuellement, la responsabilité du comptage des flux produits ou consommés par une installation de production décentralisée revient au titulaire de l'installation.

C'est donc ce dernier qui est responsable du/des compteur(s) "vert(s)", de leur conformité aux normes en vigueur, de leur bon placement et de leur correcte configuration, de la lecture ainsi que de la communication du/des index de production ou de consommation, et de leur remplacement en cas de panne ou de défectuosité.

Les normes et autres exigences auxquelles doivent se conformer les différents compteurs liés à une installation de production décentralisée sont régies par l'arrêté ministériel du 12 octobre 2004 établissant le code de comptage vert.

Dans l'état actuel des textes légaux, BRUGEL est responsable de la réception, du traitement et de la validation des données de comptage, suite auxquelles les certificats verts sont octroyés.

Comme mentionné *supra*, du côté des installations de production décentralisées, la responsabilité du comptage revient au titulaire de l'installation, ce qui s'accompagne d'un parc de compteurs "verts" extrêmement varié, un suivi et un envoi du/des index du compteur non-systématiques ainsi qu'un traitement des pannes et/ou défectuosités d'une qualité aléatoire. En outre, il convient de souligner et attirer l'attention sur le fait que ces compteurs ne font pas l'objet d'un suivi métrologique, alors que les données qui en sont extraites ont une valeur marchande.

Du côté de BRUGEL, les étapes de réception, de traitement et de validation de ces données de comptage engendrent un suivi et une mise en place d'outils informatiques poussés, qui dépassent largement le métier de base d'un régulateur du marché de l'énergie.

Le constat du paragraphe précédent est à mettre en parallèle avec le fait que, du côté du GRD – d'un point de vue de la gestion du réseau, il existe un intérêt clair d'avoir un accès direct aux informations de production et de consommation des installations de production décentralisées.

4.3.1.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.3.1.2.1 Proposition de modification

Dans le cadre des réflexions énumérées ci-dessus, il paraît logique et cohérent de proposer que la responsabilité du comptage "vert" soit transférée de BRUGEL à SIBELGA, dont un des métiers principaux est la gestion des données de comptage.

Cependant, comme la réflexion concernant la propriété du compteur "vert" et du câblage entre celui-ci et le compteur de tête, l'accès au compteur et aux données de comptage, le traitement de ce compteur dans le registre d'accès, et les procédures de communication des données vers BRUGEL dans le cadre de l'octroi des certificats verts n'est pas encore mûre, il n'est pas possible d'intégrer ces aspects de manière détaillée dans le projet de règlement technique électricité à l'heure actuelle.

Cependant, afin d'afficher clairement l'évolution dans ce sens, il paraît judicieux d'incorporer cette volonté d'une manière générale dans le présent projet de règlement technique électricité, en y intégrant un horizon temporel concret et réaliste.

4.3.1.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.3.1.3.1 Proposition de modification

SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL.

Dans son avis, SIBELGA indique être certainement favorable à jouer un rôle en matière de comptage vert. Toutefois, selon SIBELGA, le règlement technique doit garder un caractère normatif et, par conséquent, énoncer des règles de droit. L'expression d'une intention, quelle que soit la pertinence du sujet, n'y a donc pas sa place.

Par ailleurs, poursuit SIBELGA, cette matière (allant de la certification des installations de production d'électricité verte jusqu'à la délivrance des certificats verts) est organisée par une réglementation spécifique: l'arrêté relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité, adopté par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 6 mai 2004. Dans un souci de cohérence et de traitement du sujet dans toutes ses dimensions, il serait dès lors plus adéquat qu'une révision éventuelle des rôles et responsabilités en matière de comptage vert se fasse au travers d'une modification de cet arrêté.

4.3.2 Compensation

4.3.2.1 Contexte

Dans l'article 195, § 2 (projet de règlement technique électricité), le seuil de puissance pour l'application du principe de compensation est de 5 kVA. Il est donc permis de comprendre qu'il s'agit bien, dans le cas d'installations photovoltaïques, de la puissance AC de l'onduleur, et pour toute autre installation, de la puissance de l'alternateur.

Ceci est en concordance avec le paragraphe sur la compensation repris actuellement dans "l'Arrêté du 6 mai 2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité." Après qu'il ait été repris dans le règlement technique, le paragraphe sur la compensation dans l'arrêté du 6 mai 2004 pourrait être supprimé.

4.3.2.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.3.2.2.1 Proposition de modification

Le principe de compensation est un bon outil de promotion de la production d'électricité renouvelable.

Cependant, ce principe engendre des coûts non-négligeables pour SIBELGA. Le parc de production décentralisée étant en hausse constante, ces coûts sont amenés à grandir de manière continue au risque de devenir insoutenables à long terme.

C'est ainsi que BRUGEL propose qu'il soit introduit une limite dans le temps de l'application du principe de compensation en ce qui concerne la partie grid-fee, de 10 ans à partir de la mise en service de l'installation, en analogie avec la période de 10 ans d'octroi de certificats verts.

Après cette durée de 10 ans, le producteur bénéficierait donc uniquement de la compensation sur la partie commodity.

4.3.2.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.3.2.3.1 Proposition de modification

SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL. En effet, au même titre que le transfert de compétence pour le comptage vert, SIBELGA estime que la question de la compensation n'a pas sa place dans le règlement technique.

Selon SIBELGA, la compensation n'a rien de technique. Il s'agit d'une mesure économique relevant de la politique régionale de soutien à la production décentralisée d'énergie. La question de savoir si la compensation doit être maintenue et à quelles conditions relève principalement de l'appréciation politique du Gouvernement. A ce titre, d'une part, il ne revient pas à SIBELGA de faire, dans le cadre du projet de règlements techniques, des propositions en la matière. D'autre part, il est plus cohérent de laisser au Gouvernement le soin de décider de l'adaptation voire de la disparition du régime de compensation au travers d'une révision éventuelle de l'arrêté du 6 mai 2004 précité.

Pour ces motifs, et pour mettre fin au double emploi relevé par BRUGEL, SIBELGA a donc modifié le projet de règlement technique électricité, en supprimant les passages relatifs à la compensation dans l'article 195 du projet de règlement technique électricité.

4.3.3 Données de comptage indisponibles ou non fiables

4.3.3.1 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.3.3.1.1 Proposition de modification

Dans l'article 241 §1 du projet de règlement technique électricité, sur les valeurs de remplacement, il est repris, que :

"Lorsqu'elles concernent un équipement de comptage intervenant dans le calcul de l'attribution de certificats verts, le GRD communique et justifie ces valeurs à l'URD et à BRUGEL."

Comme ce paragraphe est le seul qui évoque les "certificats verts", et que le détail concernant le transfert de la responsabilité du comptage "vert" ne sera pas encore repris dans le règlement technique actuellement en révision, il porte à confusion quant à son interprétation.

BRUGEL propose dès lors que ce paragraphe soit supprimé ou clarifié.

4.3.3.2 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.3.3.2.1 Proposition de modification

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et adapté en conséquence le texte du projet de règlement technique électricité.

4.3.4 Raccordement des productions décentralisées

4.3.4.1 Contexte

Dans l'article 91, §4 du projet de règlement technique électricité relatif au raccordement d'unités de production d'électricité verte et d'unités de production décentralisées, il est mentionné que le GRD peut suspendre l'accès au réseau pour des besoins dus notamment à l'exploitation du réseau.

BRUGEL pense que la suspension d'accès au réseau des installations décentralisées doit être exceptionnelle et limitée aux situations où la sécurité des personnes est menacée ou dans des circonstances exceptionnelles. En effet, en vertu de l'ordonnance électricité (article 7, 9°), le GRD a l'obligation « de prévoir, lors de la planification du développement du réseau de distribution, des mesures d'efficacité énergétique, de la gestion de la demande ou une production distribuée qui permettent d'éviter l'augmentation ou le remplacement de capacités ».

Les cas de suspension d'accès pour les besoins de gestion du réseau devraient être encadrés par d'autres dispositifs, éventuellement à prévoir dans le projet de règlement technique électricité, en tenant compte de l'éventuel cadre réglementaire sur la flexibilité.

4.3.4.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.3.4.2.1 Proposition de modification

Dans l'article 91, §4 du projet de règlement technique électricité relatif au raccordement d'unités de production décentralisées, BRUGEL suggère de supprimer la mention « pour des besoins dus à l'exploitation du réseau et, notamment ».

4.3.4.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.3.4.3.1 Proposition de modification

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et adapté en conséquence le texte du projet de règlement technique électricité.

4.4 Sur les aspects relatifs au gaz

4.4.1 Colonnes montantes

4.4.1.1 Contexte

Un chapitre nouveau a été introduit dans le projet de règlement technique gaz en ce qui concerne les la suppression des colonnes montantes.

Pour mieux comprendre la problématique, il faut savoir que par le passé les praticiens plaçaient les compteurs gaz aux étages de certains immeubles. Le gaz était donc distribué dans l'immeuble grâce à une seule conduite - la colonne montante. De cette colonne montante, partaient tous les branchements individuels pour alimenter chaque appartement. Par conséquent, le réseau de distribution qui s'étend jusqu'aux compteurs, passe par les parties communes de ces immeubles et « monte » aux étages. Actuellement, SIBELGA estime à environ 6000 son parc de colonnes montantes.

La suppression de ces colonnes montantes s'explique principalement en raison des inconvénients que celles-ci présentent en termes de sécurité d'exploitation du réseau de distribution. En outre, la présence de compteurs aux étages ne permet pas une optimisation du comptage (laquelle requiert, dans la mesure du possible, que les compteurs soient regroupés dans un même local).

Pour limiter les problèmes de fuite dans les locaux qui ne sont pas correctement ventilés et pour accroître l'accessibilité aux parties des branchements qui lui appartiennent, depuis une vingtaine d'années SIBELGA place tous les compteurs en cave ou au rez-de-chaussée, dans un local approprié, en cas de nouvelles constructions. Dans le même esprit, SIBELGA propose à tous les clients qui lui demandent de faire une intervention sur les colonnes montantes existantes de descendre gratuitement les compteurs en cave ou au rez-de-chaussée. Les clients, eux, s'engagent à tirer les conduites individuelles, compteur par compteur pour réalimenter leurs installations.

Jusqu'à présent, les travaux pour tirer les conduites individuelles sont entièrement laissés à la charge du client. Ceci semble constituer un sérieux frein à la réalisation de la politique de SIBELGA de régulariser son parc de colonnes montantes en les supprimant toutes. En principe, aucune nouvelle colonne montante ne pourra être installée à la suite de l'entrée en vigueur de ce projet de règlement technique gaz.

SIBELGA veut régler ce problème en adoptant une politique volontariste et équilibrée, en subsidiant une partie des travaux effectués pour les conduites individuelles. Plus concrètement, le projet de règlement technique gaz dispose que SIBELGA informe ses URDs du fait que leur immeuble dispose d'une colonne montante qu'il convient de supprimer. SIBELGA laissera alors aux URDs la possibilité de choisir que SIBELGA réalise les travaux en aval du nouveau compteur ou que les URDs choisissent leur propre entrepreneur pour ce faire. Les travaux sur le réseau de distribution seraient à charge de SIBELGA. L'intervention des URDs se situerait donc après que les compteurs aient été descendus, et concernerait le raccordement des équipements intérieurs à ces compteurs.

Dans le cas où SIBELGA réalise les travaux ou dans le cas où c'est un autre opérateur, SIBELGA interviendra financièrement dans les frais de réalisations des travaux en aval du compteur. Cette intervention financière serait fixée de manière à garantir une égalité entre URDs, en tenant compte de la longueur des nouvelles installations placées en aval du compteur. Une enveloppe budgétaire existe pour le financement de cette opération.

SIBELGA a retenu l'option selon laquelle, en aucun cas, une interruption de l'alimentation en gaz ne pourrait résulter de l'inaction des clients. Seul un problème grave de sécurité pourrait justifier l'interruption de l'alimentation.

4.4.1.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.4.1.2.1 Points d'attention

Ce nouveau chapitre semble approprié pour résoudre les problèmes constatés. Il apparaît indiqué d'attirer l'attention sur l'importance de bien communiquer par les différents canaux que SIBELGA a à sa disposition quant à l'existence de cette nouvelle disposition aussi tôt que le texte sera approuvé par le Gouvernement, surtout en explicitant les montants forfaitaires dont bénéficieront les URDs qui s'inscriront dans ce projet.

Il conviendrait également d'expliciter clairement dans la communication que la source de financement de ces travaux en aval du compteur n'est pas illimité, ceci pour éviter que les clients pensent qu'ils y auront toujours le droit indépendamment du délai pris pour se décider.

4.4.1.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.4.1.3.1 Points d'attention

Dans son avis, SIBELGA souligne avoir conscience de l'importance de la communication de ce projet, et ce, lors des différents stades et en ce qui concerne les modalités pratiques et financières.

4.4.2 Biométhane

4.4.2.1 Contexte

Le biogaz est un gaz combustible issu de la dégradation de matières organiques en absence d'oxygène. Plusieurs sources de matières organiques sont disponibles pour obtenir ce type de gaz : fraction organique des déchets ménagers ou non ménagers, déchets verts, boues des stations d'épuration, effluents de l'industrie agro-alimentaire ou de l'élevage, centres d'enfouissement technique, etc.

La disponibilité de la matière première dépend des spécificités régionales et, en ce qui concerne la RBC, on trouve principalement les trois premières sources susmentionnées, à savoir, la fraction organique des déchets ménagers ou non ménagers, les déchets verts des jardins, les boues des stations d'épuration des eaux.

De la biométhanisation, on obtient un **biogaz brut** dont les propriétés doivent être adaptées, au travers d'une unité d'épuration, afin d'obtenir du **biométhane** compatible avec le gaz naturel circulant dans les réseaux de distribution et de transport de gaz naturel.

Le biométhane transite, enfin, par l'unité d'injection qui l'adapte aux conditions d'exploitation du réseau de gaz naturel environnant (odorisation, comptage, compression/détente, etc.).

Les nouvelles dispositions de l'ordonnance gaz adoptée le 20 juillet 2011 introduisent la promotion de la production et de l'injection de biométhane. Le sujet n'étant pas encore suffisamment développé,

le projet de règlement technique gaz aborde certains principes qui devront être respectés dans l'hypothèse où du biométhane devait être injecté sur le réseau de distribution.

Ces principes s'inspirent, notamment, des recommandations de Synergrid et pourraient être précisés, voire adaptés, par SIBELGA en fonction des évolutions en la matière. Parmi les principes retenus, l'on peut mentionner le fait que :

- SIBELGA ne serait pas responsable de la qualité du biogaz injecté sur son réseau. Il reviendrait, en effet, au producteur de biogaz de respecter les normes applicables et, par voie de conséquence, d'être responsable du biogaz injecté ;
- Le producteur de biogaz devrait informer SIBELGA de la quantité prévue, sur une base annuelle, de biogaz qui sera injecté dans les trois prochaines années ;
- Les conditions de raccordement seraient examinées par SIBELGA et un contrat de raccordement serait conclu entre SIBELGA et le producteur de biogaz. Le producteur pourrait participer aux frais d'adaptation du réseau s'il apparaît que la localisation du point d'injection ou les quantités de biogaz ne sont pas compatibles avec la capacité du réseau de distribution et les conditions d'exploitation ;
- L'accès au réseau serait subordonné à la conclusion d'un contrat d'accès entre un fournisseur ayant le point d'injection concerné en portefeuille et SIBELGA ;
- SIBELGA pourrait, en l'absence d'une réglementation particulière en la matière, fixer les règles applicables pour le comptage du biogaz injecté sur le réseau de distribution.

4.4.2.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

4.4.2.2.1 Points d'attention

Le premier point d'attention concerne les termes utilisés pour désigner la molécule qui est injecté dans le réseau de distribution. Au travers de tout le projet de règlement technique gaz, il est quasi exclusivement fait usage du vocable « biogaz ». Or, aussi longtemps que la finalité du thème traité est l'injection dans le réseau de distribution de gaz naturel, il conviendrait d'utiliser le vocable « biométhane » car il est plus compatible avec le gaz naturel.

4.4.2.2.2 Proposition de modification

Dans le modèle de marché actuel, seul le fournisseur doit avoir un contrat d'accès avec le gestionnaire de réseau de distribution. Ceci amène donc à devoir changer la définition 25, de l'article 2, §1^{er} qui dispose que le producteur de biogaz est un détenteur d'accès.

4.4.2.3 Synthèse de l'avis de SIBELGA

4.4.2.3.1 Points d'attention

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et adapté conséquence le texte du projet de règlement technique gaz.

4.4.2.3.2 Proposition de modification

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et adapté en conséquence le texte du projet de règlement technique gaz.

5 Perspectives

Comme explicité au premier chapitre, la motivation pour revisiter les règlements techniques électricité et gaz réside dans le fait que ceux en vigueur actuellement datent de 2006. Le marché de l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale qui a entre-temps évolué, l'adoption de deux nouvelles ordonnances en juillet 2011, le retour d'expérience de SIBELGA dans l'exploitation et la gestion du réseau ainsi que la jurisprudence en matière de traitement des plaintes par BRUGEL sont des facteurs, parmi d'autres, qui soulignent cette nécessité de réviser les règlements techniques.

Les travaux qui ont été effectués depuis août 2011 ont abouti à la proposition de nouveaux règlements techniques, à laquelle se réfère cet avis et le Gouvernement exercera sa prérogative d'approuver ou non cette proposition de règlements techniques.

Dans tous les cas, ces textes seront appelés à continuer à évoluer au gré des enjeux majeurs qui vont probablement poindre, à court ou à moyen termes. Certains de ces enjeux sont déjà clairement identifiés mais leurs contours n'étant pas encore clairement établis, il a été jugé judicieux de ne pas les inclure dans la présente révision des règlements techniques. Cela étant, il est fort probable que ces thématiques vont avoir une certaine influence et conduire à une nouvelle révision de ces textes.

Parmi ces thématiques, l'on peut citer :

- La conversion des réseaux de distribution de gaz naturel en Région bruxelloise, ainsi que l'adaptation des installations intérieures des URDs, en vue de passer du gaz pauvre au gaz riche ;
- Le changement de la formule de conversion « volume-volume normal » intervenant dans la détermination de l'énergie consommée par un URD ne disposant pas d'appareil de conversion ;
- La flexibilité.

Suivant les choix qui seront faits et les stratégies d'implémentation qui seront privilégiées au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, certaines parties des règlements techniques seront probablement amenées à évoluer pour, par exemple, servir de base dans la mise en place du cadre conceptuel et opératoire requis par ces thématiques ainsi que de la gestion et le suivi y afférents.

6 Conclusions

Les règlements techniques électricité et gaz, en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale, datent de juillet 2006, leur révision était devenue une nécessité. C'est dans ce cadre qu'en août 2011 des travaux de révision de ces règlements techniques ont débuté, s'accompagnant de plusieurs réunions de réflexion et d'échange entre SIBELGA et BRUGEL.

Après clôture de la consultation publique et adaptation du texte conformément aux résultats de celle-ci, le projet initial de règlements techniques a été officiellement soumis le 27 novembre 2012 par SIBELGA à laquelle BRUGEL a rendu un avis le 1^{er} février 2013. Cet avis reprenait les différentes observations inhérentes à l'analyse des documents reçus et formulait des propositions d'adaptations à apporter au projet soumis par SIBELGA.

Le 6 mars 2013, le projet final règlements techniques électricité et gaz a été déposée par SIBELGA ainsi que l'avis y relatif. L'analyse des documents soumis a démontré que SIBELGA a pris en considération la plupart des propositions d'adaptations de BRUGEL et a avancé les raisons justifiant l'écartement des autres propositions, au nombre de 3 plus précisément. L'avis de SIBELGA étaye valablement sa position.

En guise de conclusion, se trouve ci-dessous une synthèse des plus importantes observations formulées par BRUGEL ainsi que de l'avis y réservé par SIBELGA.

La recommandation de BRUGEL au Gouvernement quant à cette proposition de nouveaux règlements techniques clôt le chapitre.

6.1 Demandes d'adaptations de BRUGEL – Avis de SIBELGA

6.1.1 Rectification des données de comptage

6.1.1.1 Contexte

L'article 245 (*règlement technique électricité en vigueur*) et l'article 201 (*règlement technique gaz en vigueur*) relatifs à la rectification des données de comptage ont été remplacés, dans le projet soumis pour avis, respectivement par l'article 264 (projet de règlement technique électricité) et l'article 222 (projet de règlement technique gaz). Le but de ce remplacement est de clarifier et de mieux préciser les règles de détermination de la période de rectification, et de la consommation qui en résulte, lorsqu'une des parties (URD, GRD ou fournisseur) constate des erreurs inhérentes aux relevés de compteurs, dues au dysfonctionnement du compteur lui-même ou à la transmission de l'index.

Ainsi, dans le projet de règlements techniques, un encadrement plus précis est donné aux éléments suivants :

- Définition des données de comptage ;
- Précision sur la typologie des relevés pris en compte pour la détermination de la période de rectification ;
- Définition de la période de rectification ;
- Détermination des consommations après rectification des index.

Les règles de rectification des données de comptage, et de la consommation qui en résulte, sont inspirées des accords entre les acteurs du marché, conclus lors de la dernière révision du MIG (version 4.1, du 7 juillet 2011). Ces règles tiennent compte de certaines contraintes techniques, dont la difficulté de modéliser des consommations négatives dans les plateformes informatiques, pour les opérations automatisées, sans toutefois exclure des opérations manuelles pour les cas où les préjudices sont importants, notamment, pour l'URD. Ce dernier élément n'apparaît pas dans le projet de règlements techniques.

6.1.1.2 Demandes d'adaptations formulées par BRUGEL

Le projet de règlements techniques doit prévoir la possibilité de rectification des consommations négatives et la valorisation des différences de consommations par des opérations manuelles, si nécessaire, pour des cas où il y a préjudice pour l'URD.

6.1.1.3 Avis de SIBELGA

Le texte du projet de règlements techniques a été modifié afin d'envisager l'hypothèse où, du fait du GRD, l'URD a dû supporter plus que ce qu'il n'a effectivement consommé. Le cas échéant, l'URD pourrait se voir rembourser des consommations indument payées, et ce, jusqu'à cinq périodes annuelles de consommation.

6.1.2 Raccordements « Trans- MT » et « MT 26 I - kV »

6.1.2.1 Contexte

Le code de raccordement du règlement technique électricité en vigueur ou du projet de règlement technique électricité ne précise pas les conditions à remplir par les installations des URDs HT pour bénéficier du type de raccordement « Trans MT », souvent appelé « Grand Poste », et de « MT 26 I - kV » pour lesquels des tarifs différents sont appliqués (les tarifs « Trans-MT » étant plus avantageux que les tarifs « MT26 I - kV »).

Cette absence de règles d'attribution de types de raccordement dans le règlement technique électricité remonte au 1^{er} juillet 2004, date de la libéralisation du marché de l'énergie pour les clients professionnels. Avant cette date, la compétence relative à la détermination des types de raccordement était exercée par Electrabel, en tant que partenaire privé des intercommunales mixtes, qui avait établi un règlement intitulé « Tarifs d'électricité ».

Or, avec la libéralisation, ce règlement a cessé de constituer la règle : la compétence relative aux tarifs a été attribuée à la CREG, et la compétence relative à la détermination des types de raccordement échoit au Gouvernement régional bruxellois, qui approuve le règlement technique proposé par le GRD. Or, à ce jour, le Gouvernement régional bruxellois n'a pas encore déterminé ces types de raccordement ni, par conséquent, les conditions pour en bénéficier.

6.1.2.2 Demande d'adaptations formulée par BRUGEL

Il est important de combler le vide juridique y relatif en intégrant, dans le code de raccordement du projet de règlement technique électricité, des dispositions permettant de préciser les règles ou les conditions qu'il faut satisfaire pour bénéficier des tarifs appliquées à chaque type de raccordement.

6.1.2.3 Avis de SIBELGA

SIBELGA a suivi l'avis de BRUGEL et a adapté le texte de l'article 73, §7 (*projet de règlement technique électricité*) afin d'y intégrer des dispositions permettant de préciser les règles ou les conditions à satisfaire pour se voir appliquer un TOC (type of connection) « Trans-MT » plutôt que « MT 26 I - kV ».

6.1.3 Transfert des compétences de comptage

6.1.3.1 Contexte

Le projet de règlement technique électricité n'a pas tenu compte d'une éventuelle modification du code de comptage vert. SIBELGA a considéré que, si elle s'avérait nécessaire, la modification de ce code ferait l'objet d'un arrêté distinct du projet de règlement technique.

Actuellement, la responsabilité du comptage des flux produits ou consommés par une installation de production décentralisée revient au titulaire de l'installation.

Dans l'état actuel des textes légaux, BRUGEL est responsable de la réception, du traitement et de la validation des données de comptage, suite auxquelles les certificats verts sont octroyés. Les étapes de réception, de traitement et de validation de ces données de comptage engendrent un suivi et une mise en place d'outils informatiques poussés, qui dépassent largement le métier de base d'un régulateur du marché de l'énergie. Or, du côté du GRD – d'un point de vue de la gestion du réseau, il existe un intérêt clair d'avoir un accès direct aux informations de production et de consommation des installations de production décentralisées.

Il paraît donc logique et cohérent de proposer que la responsabilité du comptage "vert" soit transférée de BRUGEL à SIBELGA, dont un des métiers principaux est la gestion des données de comptage.

6.1.3.2 Demande d'adaptations formulée par BRUGEL

Il est important d'incorporer dans le projet de règlement technique électricité, les éléments traduisant plus clairement la volonté de transférer cette responsabilité du comptage « vert » de BRUGEL à SIBELGA.

6.1.3.3 Avis de SIBELGA

SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL. SIBELGA indique être favorable à jouer un rôle en matière de comptage vert mais estime que l'expression d'une intention n'a pas sa place dans le type de document que sont les règlements techniques.

Par ailleurs, poursuit SIBELGA, cette matière (allant de la certification des installations de production d'électricité verte jusqu'à la délivrance des certificats verts) est organisée par une réglementation spécifique: l'arrêté relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité, adopté par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 6 mai 2004. Dans un souci de cohérence et de traitement du sujet dans toutes ses dimensions, il serait dès lors plus adéquat qu'une révision éventuelle des rôles et responsabilités en matière de comptage vert se fasse au travers d'une modification de cet arrêté.

6.1.4 Compensation

6.1.4.1 Contexte

Le principe de compensation est un bon outil de promotion de la production d'électricité renouvelable. Cependant, ce principe engendre des coûts non-négligeables pour SIBELGA. Le parc de production décentralisée étant en hausse constante, ces coûts sont amenés à grandir de manière continue au risque de devenir insoutenables à long terme.

6.1.4.2 Demande d'adaptations formulée par BRUGEL

Il est important d'introduire une limite dans le temps de l'application du principe de compensation, en ce qui concerne la partie grid-fee, de 10 ans à partir de la mise en service de l'installation. Après cette durée de 10 ans, le producteur bénéficierait uniquement de la compensation sur la partie commodity.

6.1.4.3 Avis de SIBELGA

SIBELGA n'a pas suivi la proposition de BRUGEL. En effet, au même titre que le transfert de compétence pour le comptage vert, SIBELGA estime que la question de la compensation n'a pas sa place dans le RTE.

Selon SIBELGA, la compensation n'a rien de technique. Il s'agit d'une mesure économique relevant de la politique régionale de soutien à la production décentralisée d'énergie. La question de savoir si la compensation doit être maintenue et à quelles conditions relève principalement de l'appréciation politique du Gouvernement. A ce titre, d'une part, il ne revient pas à SIBELGA de faire, dans le cadre du projet de règlements techniques, des propositions en la matière. D'autre part, il est plus cohérent de laisser au Gouvernement le soin de décider de l'adaptation voire de la disparition du régime de compensation au travers d'une révision éventuelle de l'arrêté du 6 mai 2004 précité.

6.2 Recommandation de BRUGEL

Compte tenu :

- De la méthode de travail convenue avec SIBELGA ;
- Des différentes réunions et échanges ayant eu lieu impliquant SIBELGA et BRUGEL ;
- De la consultation publique ayant eu lieu entre le 10 septembre et le 10 octobre 2012;
- Du projet initial de nouveaux règlements techniques électricité et gaz ;
- De l'avis de BRUGEL reprenant les propositions d'adaptations au projet initial de SIBELGA ;
- De la proposition finale de nouveaux règlements techniques ainsi que de l'avis de SIBELGA l'accompagnant ;
- De l'analyse de la proposition finale, de l'avis de SIBELGA ainsi que des constats y relatifs susmentionnés ;

BRUGEL rend cet avis en proposant au Gouvernement d'adopter toutes les propositions de modifications apportées aux règlements techniques électricité et gaz en vigueur et d'arrêter les nouveaux règlements techniques électricité et gaz proposés par SIBELGA.

* *

*